

# Enquêtes auprès des ménages et élections politiques dans les pays en développement : l'exemple de Madagascar

*François ROUBAUD*

## **RESUME**

Dans le contexte des transitions démocratiques engagées dans de nombreux pays en développement, les élections jouent un rôle de plus en plus important sur les orientations économiques et sociales et les trajectoires nationales. La consolidation des acquis démocratiques passe par une meilleure compréhension des comportements électoraux et de l'exercice réel des libertés politiques. L'expérience malgache dans ce domaine a prouvé à la fois la faisabilité et l'intérêt analytique des enquêtes socio-politiques auprès des ménages. Elles constituent le meilleur moyen d'analyser le champ politique en permettant de confronter la demande de la population avec l'offre existante (candidats, partis, programmes). Outre leurs vertus scientifiques pour l'étude des processus électoraux et du fonctionnement de la démocratie, ces enquêtes peuvent jouer un rôle important pour améliorer la gouvernance en permettant aux « sans voix » d'exprimer leur point de vue et peser sur l'orientation des politiques publiques. Il s'agit à notre connaissance de la première opération de ce genre effectuée en Afrique. L'objet de cette contribution est de présenter les objectifs, la méthodologie et quelques résultats de ces enquêtes, qui ont porté sur un échantillon de 3.000 ménages et 7.000 individus. Les résultats obtenus plaident en faveur d'une généralisation des sondages d'opinion dans le cadre du suivi et de la promotion du développement humain.

## **ABSTRACT**

The transition to democracy undertaken by many developing countries implies a greater role for the electoral process in determining the directions of social and economic policies, and of national development. The consolidation of democracy requires a better understanding of electoral behaviour, and of the real dimensions of political liberties. In this respect the Malagasy experience provides proof of the feasibility and of the analytical interest of socio-economic household surveys. These constitute the best means of analysing the political stage, allowing comparison of the demands of the populace with the manifestos and programmes tendered by political actors. Apart the scientific interest of studies of the electoral process and of the mechanisms of democracy, these surveys could play an important role in strengthening governance by allowing the "voiceless" a means of expressing their opinions and to influence the direction of public policies. This exercise is, to our knowledge, the first of its kind undertaken in Africa. The purpose of this contribution is to present the goals, methodology and some results of these surveys, based on a sample of 3,000 households and 7,000 individuals. The results argue in favour of generalising public opinion surveys in the framework of monitoring and promoting human development.

## Table des matières

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>4</b>
<b>1. DE L’OPPORTUNITE DES ENQUETES ELECTORALES ET DES SONDAGES     D’OPINIONS DANS LES PED</b> .....	<b>4</b>
<b>2. LA METHODOLOGIE DES ENQUETES SOCIO-POLITIQUES A MADAGASCAR</b> .....	<b>7</b>
<b>3. QUELQUES RESULTATS A TITRE D’ILLUSTRATION</b> .....	<b>10</b>
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>13</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES</b> .....	<b>14</b>

## Liste des Tableaux

<i>Tableau n° 2-1 : Taille des échantillons des 4 modules</i> .....	<i>8</i>
<i>Tableau n° 3-1 : Les principaux déterminants du taux d’abstention au 1er tour 1996 (modèle logit)</i> .....	<i>11</i>
<i>Tableau n° 3-1 : Les principaux déterminants du vote au 1<sup>er</sup> tour 1996 (modèle logit)</i> .....	<i>12</i>
<i>Tableau n° 3-1 : La désillusion des citoyens face au processus électoral</i> .....	<i>13</i>

## **INTRODUCTION**

La dernière décennie a été caractérisée par une vague de transition démocratique à l'échelle mondiale. Elle a touché la plupart des régions en transition ou en développement (Europe de l'Est, Amérique latine, Afrique ; Bratton, Van de Walle, 1997). Par ailleurs, les travaux récents des sociologues, des politologues et des économistes convergent pour montrer que croissance, développement et démocratie sont des processus intimement liés, qui se renforcent mutuellement. Ces évolutions offrent de nouvelles perspectives pour la statistique publique en matière de suivi et d'analyse des élections. Or, si le dispositif traditionnel des enquêtes statistiques auprès des ménages couvre relativement bien le champ des variables socio-économiques (emploi, revenu, consommation, éducation, fécondité, etc.), la faiblesse est patente dans le domaine politique. Malgré la multiplication des scrutins, la sociologie électorale quantitative reste le parent pauvre de l'analyse des comportements dans les pays en développement (PED). Paradoxalement, très peu d'instituts de statistique des nouveaux pays démocratiques ont saisi l'occasion qui leur était offerte pour investir ce nouveau champ d'investigation.

Pour combler cette lacune, l'Institut National de la Statistique de Madagascar s'est lancé sur cette voie expérimentale, en réalisant une série d'enquêtes statistiques représentatives portant sur les questions politiques et électorales. Il s'agit à notre connaissance de la première opération de ce genre effectuée en Afrique sub-saharienne (hors Afrique du Sud). L'objet de cette contribution est de présenter les objectifs, la méthodologie et les principaux résultats de ces enquêtes. Dans la première partie, nous exposerons les raisons du bien-fondé de ce type d'approche. La deuxième partie sera consacrée à la présentation de la méthodologie utilisée à Madagascar. Enfin dans la troisième partie, nous illustrerons à travers quelques exemples, l'intérêt des résultats empiriques qui peuvent être tirés des enquêtes. En conclusion, nous plaiderons en faveur de la reconduction de ce type d'opérations dans d'autres pays.

### **1. DE L'OPPORTUNITE DES ENQUETES ELECTORALES ET DES SONDAGES D'OPINIONS DANS LES PED**

La consolidation des acquis démocratiques passe par une meilleure compréhension des mécanismes et des comportements électoraux. Si la littérature sur les élections africaines enregistre un certain regain, elle reste pour l'essentiel descriptive, factuelle, et dépasse rarement le cadre des chroniques électorales. Les spécialistes de la question reconnaissent ces lacunes (Otayek, 1998), et appellent à se saisir pleinement de cet immense champ d'investigation (Quantin, 1998).

Les rares études quantitatives qui abordent la question électorale en Afrique mobilisent les résultats officiels à un niveau de découpage plus ou moins fin : région, département, bureau de vote. Dans cette perspective de géographie électorale, il est possible d'aller plus loin en mettant en regard les résultats électoraux et les données issues des recensements de population (voir par exemple Roubaud, 1997a). Malgré l'intérêt de l'analyse spatiale, une telle approche montre rapidement ses limites. D'une part, les données agrégées par département ne permettent pas une étude fine des comportements électoraux individuels. A cette échelle, on ne peut tester que des relations « en moyenne », sans tenir compte de l'hétérogénéité au sein de chaque zone géographique. Ainsi, le lien négatif entre le taux d'abstention et le taux d'alphabétisation ne signifie pas nécessairement que ce sont les individus les plus éduqués qui systématiquement participent le plus aux élections, même si cette corrélation induit une forte présomption dans ce sens. D'autre part, on est contraint par la nature des données. Les informations disponibles dans le recensement de la population ne comprennent qu'un nombre restreint de facteurs explicatifs potentiels du vote. Par exemple, il est impossible de prendre la véritable mesure de la dimension ethnique ou religieuse des choix électoraux, alors qu'elle apparaît déterminante dans certains contextes.

Toutes ces limites ont conduit à la mise en place d'un véritable dispositif d'enquêtes spécifiques servant de support à la sociologie électorale quantitative dans les pays développés. Jusqu'à maintenant, très peu de pays du Sud les ont suivis sur cette piste. Pourtant, quatre bonnes raisons plaident en faveur du développement du suivi statistique des consultations électorales par voie d'enquêtes :

- la mise en place de régimes démocratiques fait tomber les obstacles politiques (censure) qui en interdisaient la réalisation ;
- les scrutins sont censés refléter les choix réels des citoyens, ce qui n'était pas le cas sous des régimes autoritaires (falsification de listes électorales, bourrage d'urnes, etc.). L'analyse des résultats des scrutins est alors un moyen efficace d'apprécier l'état de l'opinion publique ;
- les élections sont amenées un rôle central dans la trajectoire des pays, dans la mesure où les citoyens décident lors des scrutins du maintien ou de l'éviction des gouvernants en fonction de leurs performances ;
- dans les pays les plus pauvres, où les institutions-relais de la société civile sont peu développées, les élections constituent le seul moyen pour les couches défavorisées (« *voiceless* ») de se faire entendre des autorités.

En résumé, ce mode d'approche statistique des élections présente de nombreux avantages. Il permet d'étudier au niveau individuel les déterminants de la participation et des choix électoraux, ce qui est impossible lorsqu'on ne dispose que des résultats par circonscription ou par bureau de vote. En particulier, le couplage d'une enquête classique auprès des ménages et d'un module électoral offre la possibilité de croiser les informations socio-démographiques traditionnelles (sexe, âge, niveau d'éducation et de revenus, catégories sociales) avec la participation et les choix politiques. On se donne ainsi les moyens de mieux cerner les mécanismes d'exclusion sociale (non-inscription, abstention), qui poussent certaines populations défavorisées à ne pas mobiliser systématiquement les libertés civiles et les droits politiques qui leur sont formellement conférés. L'enquête permet aussi d'exercer un contrôle a posteriori de la transparence du scrutin, les résultats officiels pouvant être confrontés aux données d'enquêtes. Enfin, la richesse des questions qu'il est possible d'y poser fait des enquêtes l'instrument privilégié pour comprendre la configuration du champ politique, les mécanismes réels qui entretiennent sa dynamique (quelles sont les raisons de l'abstention, comment la population juge le fonctionnement des institutions ou les hommes politiques, etc.), dont on peut alors suivre l'évolution dans le temps (voir troisième partie).

L'analyse des comportements politiques n'est donc pas seulement circonscrite au domaine de la recherche scientifique, même si cette fonction de « connaissance » suffit amplement à légitimer la réalisation d'enquêtes électorales directement auprès des ménages. Ces dernières, et plus largement les sondages d'opinions, peuvent aussi jouer un rôle important dans le processus d'apprentissage et de consolidation démocratiques. En premier lieu, la démocratie suppose l'accès à l'information. Il est évidemment nécessaire aux gouvernants qui doivent pouvoir connaître les problèmes et les revendications de leurs administrés. Par exemple, dans le champ politique, un vote-sanction des couches défavorisées amènera à s'interroger sur les raisons d'un tel rejet et éventuellement à reconsidérer les politiques qui y ont conduit. Mais, l'information est aussi cruciale pour les citoyens. Ceux-ci ne peuvent exercer leurs droits et orienter leurs choix que s'ils disposent d'éléments fiables et actualisés pour se forger une opinion sur les grandes questions de société et agir en conséquence. Le besoin d'informations au service d'une pleine citoyenneté touche évidemment les résultats économiques (croissance, inflation, chômage, etc.), mais doit aussi aller au-delà pour embrasser d'autres domaines de la vie sociale qui éclairent le fonctionnement (ou les dysfonctionnements) de la société. Ainsi, et toujours dans le champ électoral, savoir que contrairement à la rumeur, certains groupes n'ont pas cédé aux sirènes du vote ethnique est un bon moyen d'éviter les manipulations de l'opinion publique par des hommes politiques peu scrupuleux et d'apaiser ainsi des tensions artificiellement créées.

En second lieu, les sondages d'opinions offrent une occasion privilégiée de s'exprimer pour des groupes sociaux qui ne disposent d'aucun organe de représentation. Dans les pays démocratiques, les élections constituent le temps fort pour peser sur les décisions. Mais, par nature, l'éventail des choix qu'elles procurent est limité (abstention, pour ou contre un candidat, un parti). A travers une enquête, préciser ses motifs de satisfaction ou ses griefs devient accessible à tous. De ce point de vue, les enquêtes socio-politiques peuvent jouer un rôle important dans le renforcement de la participation des couches les plus défavorisées (« empowerment »), qui trouvent là un vecteur pour compter et se compter.

La conjonction de l'échec relatif des politiques d'ajustement structurel et de l'extension du concept de pauvreté à des dimensions extra-économiques ont conduit gouvernements et bailleurs de fonds à prendre conscience de l'importance de nouveaux facteurs, comme la gouvernance, l'adhésion et la participation des populations, en les plaçant au cœur de leurs stratégies de développement. D'un côté, les programmes de réformes structurelles engagés depuis le début des années 80, aussi bien sur le front économique que politique, se sont heurtés à de fortes résistances internes de la part de ceux-là même qui étaient censés en bénéficier. L'analyse de ces expériences a montré que trop souvent les politiques étaient perçues comme imposées d'en haut, sans que les populations aient été consultées. D'un autre côté, la pauvreté, longtemps considérée comme un manque de moyens financiers et matériels, a vu son champ s'élargir à d'autres formes de privations comme l'absence d'accès aux besoins essentiels (santé, éducation), la faiblesse du capital social, la vulnérabilité ou encore l'exclusion (Banque Mondiale, 2000). Sur ce plan, l'exercice des droits politiques et la participation à la vie sociale en général sont considérés comme des composantes à part entière des objectifs du développement humain. Ces deux facteurs ont engendré un regain d'intérêt pour les approches participatives (« participatory approach »). Sous l'impulsion notamment de Banque Mondiale, les populations sont plus systématiquement consultées, invitées à exprimer leurs besoins et intégrées d'emblée dans le processus de définition des politiques. Cette nouvelle tendance est particulièrement sensible dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. Il convient cependant de souligner que la « consultation des pauvres » prend en général une forme qualitative (entretiens ouverts, groupes de paroles, etc.). Les sondages d'opinion constituent une voie complémentaire pour appréhender « la voix des pauvres ». Si les enquêtes statistiques quantitatives ne permettent pas d'obtenir des informations aussi riches sur les logiques des acteurs que les approches participatives, elles présentent en revanche deux avantages substantiels. Le premier est évidemment celui de la représentativité. De plus, lorsqu'elles sont couplées à des enquêtes sur les conditions

de vie classiques (que ce soit sous la forme de greffes d'enquêtes ou par l'ajout de modules spécifiques supplémentaires), il est alors possible de contraster les comportements et le point de vue des pauvres à celui du reste de la population.

Finalement, à un moment où le concept d'« empowerment » est intégré au centre des politiques publiques, les enquêtes socio-politiques contribuent à faire connaître le point de vue et à accroître le pouvoir de négociation de groupes sociaux traditionnellement en marge des processus de décision.

Si le bien-fondé de ce type d'enquêtes est clairement établi, reste à savoir quelle institution devrait en avoir la charge ? Dans les pays développés, ce sont en général les instituts de sondage ou de recherche qui en assurent la réalisation. Dans les PED les plus pauvres, particulièrement en Afrique, les organismes de ce genre ne remplissent pas cette fonction. Dans la plupart des pays, ils sont inexistantes. Dans le cas contraire, leurs ressources humaines et financières sont souvent trop limitées pour entreprendre ce genre d'opérations. Dans ce contexte, au moins trois raisons conduisent à identifier l'institut national de la statistique (INS) comme le meilleur candidat pour mettre en œuvre ces enquêtes. D'une part, c'est en son sein que se concentre l'essentiel des compétences techniques en matière d'enquêtes auprès des ménages. D'autre part, ces enquêtes relèvent de véritables missions de service public et appellent de ce fait des fonds publics. Enfin, la forte demande potentielle pour ces enquêtes est un puissant levier pour contribuer à réhabiliter la fonction sociale des INS, malheureusement largement déconsidérée. L'exemple malgache est un bon exemple de la pertinence de ce choix.

## **2. LA METHODOLOGIE DES ENQUETES SOCIO-POLITIQUES A MADAGASCAR**

Fort de ce diagnostic, le projet Madio au sein de l'Instat<sup>1</sup> a lancé en 1997 un programme d'enquêtes socio-politiques à titre expérimental. Une série de modules spécifiques a été greffée sur l'enquête-emploi officielle réalisée annuellement depuis 1995 dans l'agglomération d'Antananarivo, la capitale malgache (Madio, 1997). Ces enquêtes ont non seulement porté sur la question électorale mais aussi sur le rôle des partis politiques, ainsi que sur les identités ethniques et religieuses, à partir d'un échantillon de 3 000 ménages et plus de 7 000 individus. Les résultats de cette opération se sont montrés concluants (taux de réponse, cohérence des déclarations). Le budget de ces modules a été quasiment nul, puisqu'en profitant du dispositif déjà existant de l'enquête-emploi, ils n'ont pu être réalisés au coût marginal. De plus, la restitution publique des résultats a été largement relayée par les médias locaux, marquant l'intérêt de la société civile pour ce type d'informations.

Ainsi, le support de l'enquête annuelle sur l'emploi a été mobilisé pour ajouter quatre de modules additionnels au questionnaire standard :

- module « comportement électoral » ;
- module « partis et classe politique » ;
- module « religions et pratiques religieuses » ;
- module « ethnies et castes ».

---

1. Le projet Madio (Madagascar-Dial-Instat-Orstom) œuvre au sein de l'Instat pour le renforcement de l'appareil statistique malgache tout en apportant aux autorités du pays un appui à la réflexion macro-économique. Mis en place en 1994, il est co-financé par la Coopération française, l'Orstom, et l'Union européenne.

Ces enquêtes permettent de combiner trois types d'informations : des questions subjectives, propres aux sondages d'opinions (appréciation du fonctionnement de la démocratie et de son évolution, raisons du vote, préférences partisans, conception de l'ethnicité, sentiment de discrimination, rôle des Eglises dans la société, etc.), des données objectives sur les comportements socio-politiques (choix électoraux, appartenance aux partis ou associations politiques, pratiques religieuses, endogamie matrimoniale, etc.) ainsi que sur les caractéristiques socio-économiques de la population. Outre la batterie de questions portant sur les choix électoraux, le rôle des partis, la religion, etc., l'enquête a aussi collecté des informations sur la situation des individus (sexe, âge, scolarité, migration, etc.) et plus particulièrement sur leur situation sur le marché du travail (emploi, chômage, revenus, etc.).

L'échantillon de l'enquête-emploi, qui porte sur 3 000 ménages représentatifs de l'agglomération d'Antananarivo a été subdivisé en quatre sous-échantillons, tirés de façon aléatoire. Au sein de chaque sous-échantillon, l'ensemble des membres du ménage de 15 ans et plus (18 ans et plus pour le module « *comportement électoral* »), a répondu à un module et un seul. La taille des quatre sous-échantillons est donnée dans le tableau ci-dessous. Dans chacun des cas, l'échantillon est d'environ 2.000 personnes, appartenant à 700 ou 800 ménages. Les résultats ont ensuite été extrapolés au niveau de l'agglomération suivant les principes de la théorie des sondages.

**Tableau n° 2-1 : Taille des échantillons des 4 modules**

Taille des échantillons	Modules				
	Comportement électoral	Partis et classe politiques	Ethnie et castes	Religions	Total
Ménages	800	700	700	800	3.000
Individus	1.871	2.067	2.086	2.172	8.196
Population de référence	18 ans et plus	15 ans et plus	15 ans et plus	15 ans et plus	-

*Source* : Enquête emploi 1997, MADIO.

Un traitement spécifique a été retenu pour le module « *comportement électoral* ». Pour ne pas prêter à confusion, les données ont été recalées, a posteriori, sur les résultats officiels des élections de 1996. En effet, bien qu'il s'agisse d'un échantillon représentatif, un certain nombre de facteurs sont susceptibles de créer des distorsions entre les résultats officiels et les estimations issues de l'enquête. En premier lieu, comme dans tout sondage aléatoire, les estimateurs obtenus, bien que sans biais, sont mesurés avec une certaine marge d'incertitude (intervalle de confiance). Il faut aussi compter avec les erreurs de mesure. En second lieu, ne s'agissant pas d'une enquête « *sortie des urnes* », la population enquêtée ne correspond pas exactement à celle qui a effectivement participé aux élections, à cause du décalage temporel de 3 à 5 mois entre les élections et l'enquête (mortalité, migration, etc.). Enfin, les résultats de l'enquête ne prennent pas en compte les invalidations des votes dans certains bureaux pour irrégularités, décidées par la Haute Cour Constitutionnelle. Pour toutes ces raisons, et pour ne pas provoquer de polémiques sur un thème aussi sensible en présentant des résultats différents des résultats officiels, ce qui aurait pu conduire à de nouvelles contestations, les données obtenues ont été ajustées sur les taux officiels d'abstention et la répartition des votes par candidat. Il convient de noter que cette procédure de repondération n'a conduit qu'à des modifications à la marge, preuve à la fois de qualité du plan de sondage et de la fiabilité des déclarations des enquêtés. D'ailleurs, les bonnes estimations obtenues pour les élections de 1992 confirment la faiblesse de la propension des Tananariviens à « reconstruire » leurs choix passés, conduisant à de fausses déclarations.

Contrairement à une idée reçue, selon laquelle l'idiosyncrasie malgache (pudeur, incapacité à exprimer publiquement des positions conflictuelles) et/ou les stigmates de 15 années de régime autoritaire rendraient inopérant tout questionnement par voie d'enquête (*les Malgaches ne savent pas dire « non »*), les résultats de l'enquête montrent que les Tananariviens ne font preuve d'aucune gêne (ou au moins d'aucune gêne particulière) à déclarer leurs opinions, même sur les sujets les plus sensibles. A chaque fois qu'il a été possible de confronter les points de vue subjectifs et les mesures objectives, la concordance a toujours été remarquablement élevée. Ainsi, les déclarations de vote sont très proches des résultats effectifs. Dans un autre registre, les questions d'appartenances religieuses ou ethniques sont systématiquement posées chaque année sur des échantillons différents et plus larges que ceux de nos modules socio-politiques. Les distributions obtenues restent similaires, écartant au moins l'hypothèse de réponses au hasard. Par ailleurs, les résultats montrent que les enquêtés n'hésitent pas à revendiquer des points de vue éminemment critiques (en fustigeant par exemple la classe politique ou les pouvoirs successifs). Enfin, les croisements de différentes variables donnent des résultats à la fois compatibles avec ceux obtenus par d'autres approches (monographiques), et légitimement interprétables (appartenance de caste et niveau socio-économique, etc.) ; ce qui n'aurait pas été le cas si les enquêtés avaient cherché à « brouiller les cartes ».

Non seulement notre enquête présente un très bon niveau de cohérence interne, mais notre méthode possède de nombreux avantages lorsque nous la comparons aux procédures habituellement employées pour étudier les comportements électoraux dans les pays développés. En général, il s'agit de sondages post-électoraux, dont l'échantillon est élaboré à partir de la méthode des quotas. A titre d'exemple, l'enquête du Centre de la Vie Politique française (Cevipof) de 1995 est *«une enquête par sondage, effectuée par la SOFRES au lendemain du second tour de l'élection présidentielle, du 8 au 23 mai 1995, auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrite sur les listes électorales, construit selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage) et stratifié par région et catégorie d'agglomération»* (Boy, Mayer, 1997).

Les avantages de notre mode d'enquête sont les suivants :

- Dans notre enquête, le plan de sondage est aléatoire, alors que celle du Cevipof se base sur une méthode de choix raisonnés. La première stratégie permet de calculer formellement la précision des estimateurs et d'extrapoler les résultats, ce que ne permet pas la seconde. D'ailleurs, la structure de l'échantillon Cevipof montre que les résultats sont biaisés lorsqu'on analyse la distribution de variables non définies dans les quotas imposés. Les auteurs de l'enquête, qui se livrent à cet exercice pour le niveau de diplôme, aboutissent à des divergences significatives, lorsqu'ils comparent leur enquête avec l'enquête emploi française. Alors que la dernière établit à 22,3% la proportion de «sans diplôme», on n'en compte que 12,8% dans l'enquête Cevipof. A l'autre extrémité, on obtient respectivement 15,6% et 23,1% de «Bac + 2 et plus». Les auteurs concluent : *«on peut craindre que les procédures de choix impliquées par la méthode des quotas aboutissent à une sur-représentation des personnes ayant des niveaux culturels élevés, plus disposées à se reconnaître une compétence à répondre à un questionnaire d'opinion»*. Ce type de distorsions est par construction non pertinent dans notre enquête ;
- Dans notre enquête, l'ensemble des Tananariviens est représenté sans restriction, alors que seuls les inscrits sont sélectionnés dans l'enquête du Cevipof. Cette différence offre la possibilité de faire l'analyse de la non-inscription, impossible dans l'autre cas ;

- Les variables de stratification économique des individus sont particulièrement bien détaillées dans notre enquête, puisque par définition, l'enquête-emploi, qui sert de support aux modules politiques, est conçue à cette fin. Pour l'enquête Cevipof, les informations de type économique sont beaucoup plus succinctes ;
- Notre enquête collecte les informations pour l'ensemble des membres d'un même ménage alors que l'enquête Cevipof est une enquête individuelle. Nous sommes donc en mesure d'étudier les différences de comportement au sein du ménage, ce qui n'est pas possible dans l'autre cas.

Par ailleurs, notre enquête présente un autre avantage comparé : la faiblesse du taux de non-réponses. En moyenne, il atteint 2%<sup>2</sup>. Ce point positif n'est pas imputable à une question de méthode, mais à la propension supérieure des Tananariviens à accepter les enquêtes statistiques. Il est intéressant de noter qu'à Madagascar, les couches les plus pauvres de la population sont les plus enclines à répondre aux enquêtes auprès des ménages, alors que le phénomène inverse semble affecter l'enquête du Cevipof.

### 3. QUELQUES RESULTATS A TITRE D'ILLUSTRATION<sup>3</sup>

En premier lieu, la non-inscription, qui est la marque la plus patente de l'exclusion politique, est un phénomène marginal. Seuls 5% des Tananariviens n'étaient pas inscrits sur les listes électorales. A titre de comparaison, cette proportion atteint plus de 10% du corps électoral potentiel en France (Heran, Rouault, 1995). En second lieu, l'analyse des taux d'abstention montre la faible variation observée suivant le type de population considérée. L'abstention n'est donc l'apanage d'aucun groupe particulier. Seules deux variables semblent jouer fortement sur les taux d'abstention : les niveaux d'éducation, d'abord et l'âge ensuite. Cependant, une fois contrôlés les effets de structure, aucune des deux variables n'a d'influence significative sur le taux d'abstention. A Madagascar, le pouvoir explicatif du modèle sociologique de l'abstention est encore plus faible que dans le cas français, alors que celui-ci était déjà peu pertinent, au moins pour l'élection présidentielle de 1995 (Boy, Mayer, 1997 ; Subileau, 1997).

---

2. Le taux moyen de non-réponses correspond à la moyenne des non-réponses à chacune des questions des 4 modules.

3. Pour une analyse plus détaillée, voir Roubaud, 2000.

**Tableau n° 3-1 : Les principaux déterminants du taux d'abstention au 1er tour 1996 (modèle logit)**

	<b>Taux d'abstention</b>	<b>COEFF.</b>		<b>Taux d'abstention</b>	<b>Coeff.</b>
<b>Sexe</b>			<b>Migration</b>		
- masculin	24,2%	n.s.	- non migrant	23,7%	+
- féminin	25,8%	Ref.	- migrant	28,0%	Ref.
<b>Classes d'âge</b>			<b>Ethnie</b>		
- 18-29 ans	31,2%	++	- Merina	25,5%	n.s.
- 30-39 ans	19,9%	n.s.	- Betsileo	19,4%	n.s.
- 40-49 ans	22,4%	n.s.	- Autres	21,8%	Ref.
- 50-59 ans	13,2%	Ref.	<b>Religion</b>		
- 60 ans et plus	26,8%	n.s.	- FJKM (protestant)	21,7%	n.s.
<b>Scolarité</b>			- Catholique	29,8%	n.s.
- non scolarisé	38,5%	n.s.	- Autres	24,6%	Ref.
- primaire	28,5%	n.s.	<b>Quartiles de rev/tête</b>		
- collège	24,8%	n.s.	- 1 <sup>er</sup> quartile	28,6%	n.s.
- lycée	23,5%	n.s.	- 2 <sup>ème</sup> quartile	23,1%	n.s.
- supérieur	18,1%	Ref.	- 3 <sup>ème</sup> quartile	26,3%	n.s.
			- 4 <sup>ème</sup> quartile	22,6%	Ref.

*Source* : Enquête Emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. Mode de lecture : Les 2<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> colonnes donnent les pourcentages de suffrages exprimés pour toutes les modalités de chaque variable. Les 3<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> colonnes donnent le sens de l'effet propre et son niveau de significativité statistique, de chaque modalité de chaque variable par rapport à la modalité de référence, notée Ref. Par exemple, les migrants ont une probabilité de s'abstenir significativement supérieure (au seuil de 5%) par rapport aux natifs, toutes choses égales d'ailleurs. n.s. : coefficient non significatif au seuil de 5%. + (resp. -) : significatif au seuil de 5%. ++ (resp. --) : significatif au seuil de 1%. +++ (resp. ---) : significatif au seuil de 1 pour mille.

On peut chercher à caractériser le «morphotype» de l'électorat des deux principaux prétendants à la présidentielle de 1996 (pour une analyse plus complète, voir Roubaud, 1997b). L'électorat de D. Ratsiraka se recrute avant tout parmi les plus pauvres et les moins éduqués. En conséquence, ce sont surtout les informels et les chômeurs qui votent pour lui. Par ailleurs, l'électorat catholique se montre plus attiré par l'ancien président que les protestants. En revanche, ni le sexe, ni la classe d'âge, ni le groupe ethnique (en dehors des Betsimisaraka, dont il est originaire, mais qui sont très minoritaires dans la capitale) n'influent sensiblement sur le choix en faveur du président Ratsiraka. A contrario, la caractéristique principale des votants pour son concurrent direct, A. Zafy, est justement de n'en avoir aucune. Le piètre score tananarivien du président empêché (4,7%) se retrouve dans toutes les couches de la société, et ne dépasse jamais 7%. Ce résultat est le reflet du rejet généralisé du candidat A. Zafy dans la capitale, clairement doute provoqué par son échec au pouvoir.

Finalement aucun des candidats ne possède d'électorat captif. Les choix électoraux transcendent en partie les clivages religieux (comme les clivages ethniques), même si ces derniers ne sont pas absents des critères de choix. Ceci pourrait constituer un point positif pour Madagascar, en écartant l'hypothèse d'un vote communautaire ou corporatif, et en laissant ouverte la porte à la concurrence électorale. Mais cela pourrait aussi être la conséquence du flou des programmes des candidats, les électeurs ayant du mal à identifier celui ou ceux qui défendent réellement leurs intérêts. D'un point de vue plus général, l'analyse des comportements électoraux à Madagascar montre que, contrairement à la thèse «culturaliste» de l'exception africaine (Chabal, Dalloz, 1999), le communautarisme et l'ethnicité sont loin de constituer les déterminants premiers du comportement

électoral. Cette dimension de l'identité n'est ni irréductible, ni incompatible avec les principes démocratiques. S'il est bien présent, le réflexe communautaire, fondé sur une crispation ethniciste ou religieuse, n'est pas le principal facteur explicatif du vote. L'alternance politique issue des urnes, comme la diversification des préférences électorales, sont autant d'éléments qui montrent que le suffrage universel remplit bien sa fonction de récompense/sanction des politiques menées par les hommes au pouvoir.

**Tableau n° 3-1 : Les principaux déterminants du vote au 1<sup>er</sup> tour 1996 (modèle logit)**

	D. Ratsiraka		A. ZAFY			D. Ratsiraka		A. ZAFY	
	Vote	COEF.	VOTE	COEF.		Vote	COEF	VOTE	COEF
<b>Sexe</b>					<b>Migration</b>				
- masculin	29,2	n.s.	4,3	n.s.	- locaux	32,7	n.s.	4,6	n.s.
- féminin	34,8	Ref.	5,1	Ref.	- migrant	30,1	Ref.	4,9	Ref.
<b>Age</b>					<b>Religion</b>				
- 18-29 ans	33,1	n.s.	4,1	n.s.	- Catholique	36,6	+++	5,1	n.s.
- 30-39 ans	33,5	n.s.	4,4	n.s.	- Autres	24,2	+	4,2	n.s.
- 40-49 ans	31,2	n.s.	4,4	n.s.	- FJKM	42,2	Ref.	5,3	Ref.
- 50-59 ans	19,4	--	7,1	n.s.	<b>Quartiles</b>				
- 60 ans et +	37,2	Ref.	6,4	Ref.	- 1 <sup>er</sup> quartile	40,4	n.s.	7,0	n.s.
<b>Scolarité</b>					- 2 <sup>ème</sup> quartile	34,8	n.s.	4,4	n.s.
- non scol.	62,2	+++	5,6	n.s.	- 3 <sup>ème</sup> quartile	30,0	n.s.	4,0	n.s.
- primaire	47,5	+++	7,5	+	- 4 <sup>ème</sup> quartile	24,8	Ref.	3,9	Ref.
- collège	31,6	+++	3,8	n.s.	<b>Secteur</b>				
- lycée	18,9	n.s.	3,1	n.s.	- Administration	29,7	+	3,9	n.s.
- supérieur	20,1	Ref.	3,3	Ref.	- Entr. publique	18,3	n.s.	5,9	n.s.
<b>Ethnie</b>					- Privé formel	22,8	n.s.	4,7	n.s.
- Merina	30,9	---	4,7	n.s.	- Informel	38,8	++	4,7	n.s.
- Betsileo	33,7	-	4,8	n.s.	- Chômeur	49,9	+++	2,7	n.s.
- Autres	52,6	Ref.	4,3	Ref.	- Inactif	25,9	Ref.	4,8	Ref.

*Source* : Enquête Emploi 1997, MADIO, nos propres calculs. Mode de lecture : voir tableau 2.

Au cours de la dernière décennie, Madagascar est un des rares pays d'Afrique sub-saharienne à avoir réussi sa transition démocratique. Elle s'est traduite par une double alternance lors de deux scrutins libres successifs (1993 et 1996). L'immense majorité des habitants de la capitale déclare que la liberté de vote s'est améliorée depuis la 2<sup>ème</sup> République. Cependant, un certain nombre de dysfonctionnements sont susceptibles de faire douter les citoyens du bien-fondé du système électoral, au moins tel qu'il fonctionne aujourd'hui à Madagascar. D'abord, 45% des Tananariens sont convaincus que les dernières élections présidentielles ne se sont pas déroulées dans la transparence. De plus, la multiplication des scrutins ces dernières années conduit au désintérêt de la population pour les consultations électorales. 85% du corps électoral considèrent qu'il y a trop d'élections à Madagascar.

Mais le plus grave est sans doute le rejet général de la classe politique. A la question de savoir si la classe politique reflète bien les préoccupations de ses mandants, 95% répondent par la négative, en déclarant que ses membres ne défendent que leurs intérêts personnels. Donc seulement 5% des électeurs trouvent en eux de véritables porte-parole. Le désenchantement profond des Tananariens vis-à-vis de leurs institutions se traduit non seulement par la montée des taux d'abstention (ils sont passés de moins de 15% en 1992 à plus de 45% en 1996), mais est aussi directement exprimé. Ainsi, en 1995, ils se montraient encore majoritairement attachés au principe démocratique (Razafindrakoto, Roubaud, 1996). 65% d'entre eux affirmaient que « *le système démocratique, tel*

qu'il fonctionne à Madagascar, est favorable au développement du pays ». Un an et demi plus tard, la proportion des partisans du système électoral comme instrument du développement n'est plus que de 40%. Cette régression de l'adhésion au principe démocratique au sein de la population est un signal d'alarme que les autorités se doivent d'entendre afin de chercher à inverser cette tendance. Aussi, les critiques formulées à l'encontre du mode de fonctionnement actuel du système sont autant de domaines où elles doivent intervenir pour lui rendre sa crédibilité.

**Tableau n° 3-1 : La désillusion des citoyens face au processus électoral**

% Vote au 2 <sup>ème</sup> tour 1996	D'après vous, la liberté de vote depuis la 2 <sup>ème</sup> Répu- blique s'est améliorée ?			Pensez-vous que la classe politique reflète vos préoccupations ?			Pensez-vous que le système électoral favorise le développement de Madagascar ?		
	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total	Oui	Non	Total
Ratsiraka	89,6	10,4	100	11,7	88,3	100	49,1	50,9	100
Zafy	87,2	12,8	100	3,2	96,8	100	38,4	61,6	100
Autre	87,2	12,8	100	3,5	96,5	100	32,5	67,5	100
Total	87,8	12,2	100	5,5	94,5	100	38,2	61,8	100

*Source* : Enquête emploi 1997, MADIO, nos propres calculs.

## CONCLUSION

Dans le contexte des transitions démocratiques engagées dans de nombreux pays en développement, les élections jouent un rôle de plus en plus important sur les orientations économiques et sociales et les trajectoires nationales. La consolidation des acquis démocratiques passe par une meilleure compréhension des comportements électoraux et de l'exercice réel des libertés politiques. L'expérience malgache dans ce domaine a prouvé à la fois la faisabilité et l'intérêt analytique des enquêtes socio-politiques auprès des ménages. Elles constituent le meilleur moyen d'analyser le champ politique en permettant de confronter la demande de la population avec l'offre existante (candidats, élus, partis, programmes). Outre leurs vertus scientifiques pour l'étude des processus électoraux et du fonctionnement de la démocratie, ces enquêtes peuvent jouer un rôle important pour améliorer la gouvernance en permettant aux « sans voix » d'exprimer leur point de vue et peser sur l'orientation des politiques publiques.

Plus largement, la nouvelle donne démocratique offre à la statistique publique de nouveaux horizons encore largement sous-exploités. Parmi ceux-ci, les enquêtes auprès des ménages représentent un instrument privilégié pour aborder des questions de société trop souvent mal connues dans les PED. Par exemple à Madagascar, en dehors des enquêtes socio-politiques présentées ci-dessus, d'autres thématiques ont pu être abordées, sous forme de modules spécifiques couplés à l'enquête-emploi : les Tananariviens et la politique économique (1995), la politique d'éducation et l'ajustement structurel (1996), la réforme de l'administration, les privatisations et la corruption (1998), la violence et l'exclusion (2000). Une utilisation plus systématique des sondages d'opinion, qui permettent de combiner questions subjectives et objectives (pratiques, niveaux de satisfaction, etc.), devrait servir à promouvoir la mise en œuvre des droits de l'homme et la réalisation du développement humain, en contribuant à l'élaboration des politiques. Ainsi, grâce aux résultats d'enquêtes, la mise en lumière de l'incidence massive de la corruption a servi de point de départ à un projet de loi de lutte contre ce phénomène à Madagascar. En s'appuyant sur les enseignements de l'expérience malgache, ce mode d'approche mériterait être appliqué à de nouvelles questions et dans d'autres pays.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Bratton, M. van de Walle, N. (1997). *Democratic Experiments in Africa. Regime Transition in comparative perspective.* Cambridge University Press, London.

Boy, D., Mayer, N., dir. (1997). *L'électeur a ses raisons.* Presses de Sciences Po, Références Inédites. Paris.

Chabal, P., Daloz, J.P. (1999). *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique.* Economica, Paris.

Héran, F., Rouault, D. (1995). *La présidentielle à contre-jour: abstentionnistes et non-inscrits.* INSEE Première n°397. Paris.

Madio (1997). *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans l'agglomération d'Antananarivo.* Madagascar.

Otayek, R. (1998). *Les élections en Afrique sont-elles un objet scientifique pertinent ?* Politique Africaine n°69, 3-11.

Quantin, P. (1998). *Pour une analyse comparative des élections africaines.* Politique Africaine n°69, 12-28.

Razafindrakoto, M., Roubaud, F. (1996). *Ce qu'attendent les Tananariviens de la réforme de l'Etat et de l'économie.* Politique Africaine n°61. Karthala. Paris.

Roubaud, F. (2000). *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?* L'Harmattan/Tsipika. Paris.

Roubaud, F. (1997a). *Les élections présidentielles à Madagascar 1992-1996. Un essai de géographie électorale.* Madio n°9707/E. Madagascar.

Roubaud, F. (1997b). *Qui vote pour qui et pourquoi ? Un essai de sociologie électorale à partir des résultats des élections présidentielles à Madagascar.* Madio n°9735/E. Madagascar.

Subileau, F. (1997). *L'abstentionnisme: apolitisme ou stratégie?* in Mayer, N. (dir.). *Les modèles explicatifs du vote.* L'Harmattan. Paris. 245-267.

World Bank (2000). *Attacking Poverty. World Development Report 2000/1.* Washington.